

L'ESCARGOT DÉCHAÎNÉ

N°8



Bulletin de liaison du Mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Décembre 2012 - A mettre entre toutes les mains!

Edito

Le non sommet de Doha

Le 8 décembre s'est achevé le sommet de Doha, sans avancée significative titre la presse Belge. Entre prolongation ou élargissement du protocole de Kyoto, entre demande d'un fond vert pour les dégâts dûs au réchauffement climatique et refus que l'économie pâtissent des mesures environnementales, on ne fait que temporiser. La volonté de limiter le réchauffement climatique global à 2°C (ce qui provoquerait déjà des dégâts considérables) n'est plus qu'un vœux pieux, qu'on s'empresse d'oublier.

Nulle part, on ne trouve écrit que la croissance économique aggrave la dégradation écologique : la mondialisation marchande multiplie exponentiellement nos émissions de gaz à effet de serre et la surconsommation a comme conséquence la production d'une quantité ingérable de déchets. Notre empreinte écologique est bien au-delà du seuil soutenable à cause de notre consommation effrénée.

C'est à une transformation politique radicale que le mpOC souhaite œuvrer : assurer prioritairement un revenu suffisant à tous les habitants de la Terre et assurer la mise en place d'une bio économie, c'est-à-dire une économie qui tient compte des limites dans lesquelles elle s'inscrit, ce qui passe par

- la relocalisation des activités économiques ;
- l'autonomie alimentaire et énergétique ;
- une économie du réparable et du recyclable ;
- la lutte contre tous les gaspillages et donc la fin de l'obsolescence organisée ;
- des services publics ou non-marchand d'intérêt collectif ;
- la coopération, l'autonomie et la démocratie directe ;
- le respect et la protection des diversités culturelles et biologiques.

Nous souhaitons rendre à chaque citoyen ses capacités d'agir et nous appelons de nos vœux des prises de décision collectives qui pourront nous sortir de cette crise globale à l'issue catastrophique.

Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Faire advenir un nouveau pacte social

Présentation de la note votée en assemblée générale ce 18 novembre

En ce moment où tout s'effondre autour de nous au fur et à mesure de l'approfondissement des différentes crises, économique, sociale et politique, qui sévissent en Europe, il pourrait paraître ambitieux, voire chimérique de vouloir jeter les bases d'une société conviviale, moins prédatrice et plus égalitaire que celle dans laquelle nous vivons. Aujourd'hui en effet la lutte pour les droits sociaux paraît un combat d'arrière-garde et même les partis traditionnels de gauche semblent se contenter de la politique du moins pire. L'ancien pacte social s'effondre, et à mesure de son affaissement, on voit se profiler une société de plus en plus duale, dans laquelle les uns, plus riches, décident de la partition des ressources tandis que les autres vivent au quotidien des atteintes sociales, environnementales et sanitaires de plus en plus dommageables à leur intégrité. Aujourd'hui au sein même de l'Europe, des personnes peinent à satisfaire leurs besoins fondamentaux. La solidarité se concrétise par des institutions toujours plus complexes aux moyens de plus en plus étriés puisque dépendants de la croissance économique, par ailleurs très mal répartie. A titre d'exemple, les chômeurs, malgré la pénurie d'emplois de qualité, sont considérés comme de dangereux parasites qu'il faudrait activer. Globalement on peut facilement se rendre compte que nous sommes occupés à passer d'une solidarité socialement et politiquement construite à l'aumône.

Face à cet effondrement deux attitudes s'offrent à nous. Celle de la désespérance amenée par ce slogan toujours répété : il n'y a pas d'alternative. Celle de l'intelligence humaine qui analyse les faits en profondeur et tente de construire pas à pas une nouvelle vision socialement juste et écologiquement soutenable. Les Objecteurs de croissance ont choisi cette seconde voie. C'est pourquoi ils appellent à la création d'un nouveau pacte social à même de viser simultanément trois objectifs :

- 1) sortir du mythe économique de la croissance infinie et substituer la coopération et le bien-vivre à la compétition et au toujours plus ;
- 2) Instaurer un revenu inconditionnel d'existence pour tout être humain, doublé d'un revenu maximal autorisé.
- 3) Partager le travail, retrouver du temps et plus de sens et permettre à chacun de se consacrer aux indispensables prestations citoyennes qui ne peuvent relever de la sphère marchande et qui relèvent aujourd'hui de « services sociaux » dont on ne peut sans cesse augmenter le nombre.

Les objecteurs de croissance veulent travailler à l'édification d'une société dans laquelle, les droits liés à la personne existeront du seul fait de son existence, sans considération de « mérite », de statut social ou de nationalité. Cependant, le caractère structurel et durable de la crise d'épuisement des ressources non renouvelables et de la fragilisation mortelle des écosystèmes qui assurent nos ressources renouvelables exigent que soient mis sur le même plan les exigences sociales et les nécessités écologiques, l'une ne pouvant aller sans l'autre. Il s'agit là d'une orientation fondamentale du choix politique porté par les Objecteurs de croissance. Ceci implique de transformer profondément notre rapport à la production économique et d'établir une nouvelle approche des relations entre les êtres humains et l'univers par laquelle on quitte l'exploitation de la nature pour entrer dans l'aire de son respect parce qu'elle est source de toute vie. A terme les Objecteurs de croissance souhaitent donc voir modifier les principes constitutionnels, tant de notre pays que de l'Union européenne, pour y inscrire comme nouveaux objectifs le respect des limites planétaires à l'échelle nationale et internationale, et aboutir à une nouvelle déclaration universelle qui fonde le Bien commun de l'humanité

Cette transformation doit être accompagnée de l'assurance d'un revenu versé à tous, de la naissance à la mort, de manière suffisante pour permettre l'accès à un niveau de vie décent déconnecté de l'occupation d'un emploi. Ce revenu que nous appelons Revenu Inconditionnel d'Existence (RIE) devra être personnel, inaliénable et cumulable à tout autre revenu. Il devra

viser à ne plus faire de l'emploi la seule référence, le seul fondement du lien social, le seul moyen de vivre dignement. Avec ce revenu, nous devons pouvoir cesser de dépendre exclusivement du statut lié à l'emploi pour notre intégration économique et sociale. Par sa mise en place, le revenu inconditionnel d'existence devra permettre à toute personne l'accès à des conditions de vie décentes et dignes en favorisant l'autonomie tout en faisant cesser la dépendance totale, l'exclusion quand ce n'est pas l'humiliation.

Le financement du revenu inconditionnel d'existence est fréquemment évoqué pour signifier son impossibilité et classer cette mesure dans le champ du fantasme. Or, la réalité est tout autre. Ce rêve est réalisable. Plusieurs études ont démontré que la mise en place du revenu inconditionnel d'existence était progressivement possible¹. C'est donc un choix politique à assumer et surtout un changement de paradigme à imaginer.

Le revenu inconditionnel d'existence s'inscrit dans la volonté de renforcer le système de protection sociale dans son ensemble. Il est là pour sécuriser la vie humaine en devenant une pièce maîtresse d'un nouveau pacte social et du droit à l'existence digne que ni l'emploi ni les aides sociales classiques ne peuvent garantir.

Parallèlement au RIE, un revenu maximal autorisé (RMA) devra permettre de lutter contre les écarts de revenus tous revenus confondus et d'empêcher que le mésusage et les consommations somptuaires soient permises aux plus riches. En parallèle à ce RMA, le Mouvement politique des objecteurs de croissance demande que les partenaires sociaux établissent « l'écart acceptable de revenu » tous secteurs confondus.

Dans le discours dominant, une large priorité est donnée à l'emploi, dit « productif » qui serait le seul à

¹ comme notamment

- le livre que Yannick Vanderborgh et Philippe Van Parijs ont écrit sur l'allocation universelle et qui est disponible ici : http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/etes/documents/2_7071_4526_2.pdf
- ou encore les travaux de Bernard Friot sur le salaire universel <http://www.espaces-marx.net/IMG/pdf/Friot-Pour-un-salaire-universel.pdf>

même de financer l'ensemble des autres emplois un peu méprisés car financés ou subventionnés par la collectivité. Or, il est totalement faux d'affirmer que la richesse serait créée par les seules entreprises marchandes et non par le non-marchand et les services publics, voire par le bénévolat. Cette vision simpliste et erronée tend à envahir l'ensemble des discussions relatives non seulement à l'emploi et au travail mais aussi aux fonctions de base de toute société. Dans la réalité, les entreprises marchandes fonctionnent grâce aux services publics patiemment construits (réseau de communication public, enseignement public, sécurité sociale...), grâce à l'activité déployée dans la sphère d'autonomie (soins aux enfants, créativité sociales et culturelles, et grâce aux nombreux services rendus par les écosystèmes (cycle de l'eau, pollinisation, climat sain ...)

Dans une logique qui marchandise tout et jusqu'aux personnes, appelées «ressources humaines», nombreux sont ceux qui ne trouvent plus d'équilibre satisfaisant entre vie professionnelle et privée, nombreux sont ceux qui souffrent dans le travail. L'emprise sur les personnes n'est pas qu'économique et sociale. Elle est aussi culturelle. On va même jusqu'à vouloir nous faire croire que nous gagnons trop, que nous ne produisons pas assez et ne travaillons pas assez longtemps.

Il est donc temps de remettre en cause ce travailisme hérité du passé et d'avancer vers de nouvelles conquêtes sociales parmi lesquelles on trouve en priorité la mise sur le même plan des exigences sociales et des nécessités écologiques, l'accès à un revenu inconditionnel d'existence, l'établissement d'un revenu maximal autorisé et la mise en place d'une réduction généralisée du temps de travail dans le cadre d'une Sécurité sociale renforcée.

Ces propositions peuvent paraître extrémistes, mais en réalité, c'est le modèle sociétal actuel qui permet les écarts extrêmes et la prédation des ressources vitales de la planète. L'être humain doit renouer avec la philosophie du juste milieu : en-dessous d'un certain plancher, il n'est pas possible de vivre dignement. Quand on crève le plafond, on vole les ressources d'autres humains ou des générations futures. C'est entre les deux qu'il est possible de créer une société plus juste, plus conviviale, qui s'inscrit dans la coopération et non plus dans la compétition et

la course au toujours plus. Certes les risques d'effondrement sont réels et il est possible que la transition que nous appelons de nos vœux ne puisse pas être réalisée à une hauteur suffisante pour contrer efficacement les dérives sociales et environnementales annoncées par de nombreux observateurs. Néanmoins nous pensons que s'il reste une chance de poursuivre un changement de paradigme avec une certaine douceur, nous devons la tenter. Par ailleurs l'Histoire nous montre qu'après tout effondrement civilisationnel vient le temps de la construction d'une autre société et qu'il vaut donc la peine d'en penser les bases dès aujourd'hui. Nous pensons dans tous les cas que seul un autre pacte social nous permettra d'éviter la barbarie.

Marie-Eve Lapy-Tries et Michèle Gilkinet, pour le Mouvement politique des objecteurs de croissance

Vous pouvez lire l'entièreté de la note ici :

<http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article350>

Dossier du mois : l'enseignement et la décroissance

Scolariser... ou pas !

Scolarisation vs étude à domicile : éléments pour un débat

Dire que l'Ecole va mal depuis trente ans est un truisme. Le désastre scolaire étant une expérience (presque) unanimement partagée, chacun y va de son analyse et de ses solutions puisées, la plupart du temps, dans les élucubrations pédagogiques¹ fort à la mode aujourd'hui. Si l'on se dispute déjà dans le cadre d'une institution scolaire que la grande majorité des citoyens souhaitent conserver, que dire alors des propositions, souvent jugées scandaleuses, des partisans de la déscolarisation, c'est-à-dire de l'étude à domicile ? Là, on redouble de passion ! Levons d'abord le malentendu sur les deux acceptions du terme « déscolarisation ». La première, la plus courante, désigne l'arrêt de l'école sans aucune qualification et pour diverses causes : le plus souvent

l'échec scolaire, mais encore la phobie scolaire, l'addiction aux jeux vidéo, voire à l'alcool et à la drogue. Ce n'est pas de cette déscolarisation-là que nous traiterons ici. La seconde acception signifie une démarche volontaire, réfléchie et argumentée de parents qui refusent le cadre scolaire pour l'éducation de leurs enfants, car ils s'en méfient, pour diverses raisons (cf. infra). En 2005-2006, il y avait 2.869 enfants déscolarisés en France. En Fédération Wallonie-Bruxelles, pour l'année scolaire 2010-2011, le Service de la direction générale de l'enseignement obligatoire répertoriait [597 mineurs d'âge scolarisés à domicile](#), contre 527 l'année précédente.² Nous laisserons de côté les aspects administratifs du projet pour nous centrer sur sa philosophie.

La mouvance de la déscolarisation, apparue dans le monde anglo-saxon, s'est ensuite répandue dans les autres pays industrialisés. Elle s'inspire, entre autres, du célèbre essai d'Ivan Illich *Une société sans école*, paru en 1971.³ L'auteur mettait en garde contre la contre-productivité à terme de l'École – elle rend stupide – et s'élevait contre son monopole radical en matière d'éducation. Il la voyait en outre comme une source d'aliénation : « Aucune institution ne saurait mieux dissimuler à ses fidèles la contradiction profonde entre les principes et la réalité sociale dans le monde d'aujourd'hui ». ⁴ Dès lors, la conclusion coulait de source : il fallait permettre aux agents de s'éduquer de diverses manières au sein même du corps social, l'institution scolaire ne disparaissant pas totalement mais devenant une possibilité parmi d'autres, facultative. *S'éduquer*, et pas seulement s'instruire, est un des mots d'ordre de la déscolarisation. La vision est large et englobante. En Fédération Wallonie-Bruxelles, le décret missions de 1997 a beau insister sur le « développement de la personne », la « socialisation », le « goût de la culture et de la créativité », la préparation à « être des citoyens responsables », pour les partisans de la déscolarisation (et pas qu'eux), on est encore loin du compte. Car ces objectifs, disent-ils, ont bien plus de chances d'être atteints en dehors de l'École. Dès lors, pourquoi celle-ci en serait-elle incapable ou peu capable ? D'abord parce qu'elle masque encore sa visée réelle, qui est qualifiante, derrière des oripeaux de savoirs théoriques. Ensuite, pour d'autres raisons que tout enseignant peut expérimenter dans ses classes. Je laisse au lecteur le soin de faire les retours

critiques vers ces louables intentions énumérées ci-dessus, au fur et à mesure des exemples ci-dessous.

Primo, l'autorité du professeur – et de l'adulte en général – est tombée en disgrâce depuis une trentaine d'années, parallèlement à l'effacement symbolique du Père au profit de la Mère allaitante, incarnée dans la consommation.⁵ À l'école aujourd'hui, la socialisation a lieu entre pairs et sans Père, avec les conséquences que l'on imagine : la tyrannie du groupe et ses effets délétères comme le harcèlement, le renforcement du conformisme et de la rivalité mimétique, notamment par le truchement des signes ostentatoires de la consommation.⁶ La responsabilité des adultes consisterait plutôt à fournir aux jeunes les conditions propices pour se démarquer des réflexes pavloviens consuméristes, plutôt que de les laisser s'immerger corps et âme dans l'esprit du temps, au prétexte de leur permettre de « faire leurs expériences ». Étant professeur de musique, je prends en exemple ce domaine : les goûts des adolescents se résument bien souvent à la culture du hip hop, avec ses rythmes binaires obsédants, ses mélodies simplistes, son instrumentation synthétique et électronique, son usage généralisé de la compression du son dans les enregistrements. Le passage de l'analogique au numérique a « refroidi » la musique et a créé une « écoute-machine » ; dans les attitudes, les valeurs prédominantes sont celles du bling bling, de la frime et du sexe, celles-là mêmes particulièrement obviees dans le gangsta rap. Certes, le slam peut receler une part de créativité, mais son impact médiatique laisse peu de chances aux autres styles de se faire connaître. Oui, il y a bien une vie musicale en dehors du hip hop.

Secundo, l'École transmet le virus productiviste. Marchandisation de l'enseignement aidant⁷, ses programmes de cours visent de plus en plus une insertion des jeunes dans l'économie capitaliste de marché, si possible comme producteurs, au moins comme consommateurs. Que le chômage des jeunes augmente ne semble pas ébranler les convictions de nos « responsables », il faut perpétuer le cycle travail-dépense *ad vitam/nauseam*. L'intrusion de la pub et du marketing à l'école, les mini-entreprises et, pire encore, des projets comme « Cap Ten » de l'Agence de stimulation économique⁸, complètent le tableau de la marchandisation.

Tertio, les technologies de l'information et de la communication (TIC) renforcent leur emprise à l'École. Non seulement les enfants⁹ sont devenus férus de gadgets technologiques qu'il apportent à l'école, mais les établissements s'équipent aussi en matériel numérique – tablettes, écrans tactiles, etc. –, au point que l'on commence à parler d'environnement numérique de travail (ENT). Pourtant, les élèves ont moins besoin de savoir maîtriser des machines que d'avoir face à eux des modèles humains auxquels ils puissent se confronter ou éventuellement s'identifier. Le rapport aux choses est-il en train de prendre le pas sur le rapport aux autres ? L'enseignant du futur sera-t-il un androïde ?

Quarto, si l'économie temporelle de l'École n'a pas changé – toujours découpée strictement en périodes de cours –, celle des jeunes à l'école est bouleversée : accélération des rythmes de vie, zapping, jumping¹⁰ et polychronicité¹¹ sont devenus monnaie courante ; l'obsolescence des profs est à l'ordre du jour, sauf pour les jeunes enseignants *geek* qui parviendront à donner le change pendant quelques temps, jusqu'à ce qu'ils soient eux-mêmes dépassés par le déferlement technologique.

Dans un second volet, nous examinerons en quoi la déscolarisation peut être une réponse appropriée pour atteindre les objectifs du décret missions cités ci-dessus. Nous examinerons aussi ses limites et effets pervers.

Bernard Legros

NOTES

1. On pourra même parler de *pédagogisme* dans ce cas.
2. <http://ecolesdifferentes.free.fr/BEHSCONTROLE.htm>
3. A côté de cette conception anarcho-illichienne, encore faudrait-il distinguer son autre racine, techno-capitaliste, cette fois : privatiser l'enseignement serait le chemin le plus efficace vers la compétition économique débridée. Nous y reviendrons.
4. Ivan Illich, *Une société sans école*, Seuil, 1971, p. 79.
5. Nous sommes, par ailleurs, conscients qu'il y a d'autres facteurs que psychanalytiques.
6. Inversement, la socialisation dans la rue, courante jusque dans les années 1970, a fait place au confinement des jeunes à la maison pour des raisons de « sécurité » (trafic automobile,

agressions pédophiles). Ils se retrouvent ainsi la plupart du temps dans un face à face avec un écran de télévision ou d'ordinateur, en contact virtuel avec leurs « amis ». L'expression « socialisation numérique » aurait-elle un sens ?

7. Voir les ouvrages de Nico Hirtt, *L'école prostituée* (Labor, 2001), *Les nouveaux maîtres de l'école* (EPO, 2002), *Je veux une bonne école pour mon enfant !* (Aden, 2009), ainsi que Christian Laval, *L'École n'est pas une entreprise. Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public* (La Découverte, 2003 et 2004), et plus récemment Isabelle Bruno, Pierre Clément & Christian Laval, *La grande mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe*, Syllepse, 2010.
8. Voir mon article « L'École pour former de futurs Bill Gates ? » sur <http://www.skolo.org/spip.php?article1252>.
9. Et pas qu'eux, les adultes leur montrent, hélas, l'exemple.
10. Processus cognitif consistant à partir d'une prémisse pour en arriver immédiatement à la conclusion, en « sautant » (*jumping*) les étapes intermédiaires du raisonnement. D'où le sentiment de gain de temps.
11. Capacité à gérer simultanément plusieurs activités. On parle aussi de multi-tâches.

Témoignage

Je suis mère de 6 enfants âgés de 32ans à 8 ans et j'ai assisté, impuissante, à la dégringolade de l'enseignement : méthode de lecture catastrophique envoyant des cohortes d'enfants chez des logopèdes, absence de bases en grammaire, conjugaison, calcul ... etc. obligeant les parents à payer des cours particuliers et colmater, les soirs et les week-end, des carences catastrophiques entraînant redoublements ou échecs scolaires graves. Tout cela entraînant une dualisation terrible entre ceux qui savent aider leurs enfants, payer pour eux et les autres. De plus, certaines écoles, sous le prétexte « d'enfants – rois » prônent un retour à l'autorité qui, si elle était bien pensée, serait un bien mais hélas s'apparente plutôt à de l'abus de pouvoir. Mon petit dernier, à 6 ans, recevait, par semaine, en dehors des récréations, 4 cartes « joker » lui permettant d'aller à la toilette ! De plus, le formatage des enfants, imposant une école de plus en plus normative, nous rebutait de plus en plus mon mari et moi. Bref, les valeurs de l'école s'éloignaient des nôtres et cette 3^{ème} année primaire, pour notre petit dernier, nous avons sauté le pas et déscolarisé notre enfant.

Pour nous aider, nous avons inscrit notre enfant aux cours par correspondance nettement mieux faits que ceux donnés à l'école ! Notre enfant ne travaille plus que ± 2 heures par jour. Il a retrouvé le goût d'apprendre (recherche spontanée dans le dictionnaire ou dans un atlas de géographie). Cela lui permet de pratiquer d'autres activités et de rencontrer des gens de tous âges qui le socialisent non pas avec une seule classe d'âge mais avec toutes ! Il ne doit plus rester assis sans bouger pendant près de 8000 heures par an ! Il ne doit plus supporter la compétition et la pression engendrée par les bulletins, les remarques négatives, l'obligation de résultats etc. Nous pouvons construire une relation plus détendue, plus riche tout en suivant une véritable instruction digne de ce nom.

Mon mari et moi – même espérons que la classe politique puisse faire évoluer la situation vers une école où les savoirs de base sont à nouveau enseignés par des gens compétents dans le respect des droits de l'enfant. En ce cas, nous rescolariserons notre enfant. Puisse cela se faire bientôt pour le plus grand bien de tous.

Mireille Bauchau.

Vivre à l'école

Côté élèves

L'an dernier, j'étais à l'Athénée Royal de Welkenraedt, établissement dirigé par un préfet-dictateur. Mes constatations, à ce moment, étaient que trop d'enseignants sont conditionnés par la société (en sont le reflet ?). Je ressentais que la plupart donnaient leur cours sans plaisir, sans vraiment avoir envie de transmettre quelque chose aux élèves. Dans cette école, il y avait des "clans" dans les profs, ce qui était très inconfortable pour nous. L'ambiance était tendue. Pour d'obscures raisons, mon style d'habillement (gothique) n'était pas toléré. Je n'avais donc pas envie d'aller à l'école le matin. J'avais souvent des maux de ventre, je ne me sentais pas bien. Parfois, je revenais à la maison en cours de journée. Nous étions plusieurs, dans ma classe, à réagir ainsi ... L'école peut s'avérer un calvaire pour certains élèves. Et je me disais qu'on mettait des crétins comme profs pour former des crétins. Je percevais l'enseignement comme une fabrique de

légos : tous les mêmes, tous formatés. Heureusement, j'ai changé d'école. Je suis à présent les cours à l'Académie des Beaux Arts de Liège. Ici, les profs ne te jugent pas en fonction de ta fantaisie, de ton look, pourvu que ce soit un minimum correct. Ils considèrent que c'est une façon de s'exprimer. Ils t'encouragent à aller à fond dans ta personnalité et dans ce que tu es réellement, pas dans ce que eux voudraient que tu sois. L'Académie est très différente de mes anciennes écoles : je m'y sens bien, je ne me sens plus oppressée.

Parfois, certains élèves n'aiment pas aller à l'école et "décrochent" tellement la pression est forte et va à l'encontre de leur personnalité. Ça peut même mener à des phobies. Au lieu de vouloir que les jeunes soient "dans la norme" (norme établie par qui ??), il faudrait les encourager à être eux-mêmes. Souvent, on nous tient par la main, on ne nous apprend pas à devenir des adultes autonomes et responsables. Et surtout, on ne nous permet pas de développer un esprit critique.

S'il y avait moins d'interdits, ça irait mieux. La preuve : à l'Aca, il y en a beaucoup moins que dans d'autres écoles et ça se passe bien. Il n'y a pas de sonnerie entre les cours et pourtant, la plupart des étudiants arrivent à l'heure aux cours. Il y a bien des exceptions qui font le "brol", mais ça, il y en a partout et aussi dans les adultes ...

Alexandrine (18 ans)

Côté enseignants

L'enseignement poursuit l'objectif ultime de développer la capacité des enfants à devenir des citoyens autonomes, des hommes et des femmes épanouis au cœur d'une société pluri-culturelle et en perpétuelle évolution. Cela implique non seulement de leur transmettre les valeurs et règles actuellement en vigueur mais également de leur donner la possibilité de devenir acteurs de changement. Ceci est d'autant plus crucial que notre société est pour l'instant confrontée à une crise économique, environnementale et sociale.

Dans cette perspective, il me semble que l'école représente un lieu propice pour la diffusion de messages innovants. En effet, les enfants passent beaucoup de temps en classe, dans un esprit ouvert à l'apprentissage et en contact avec d'autres élèves

avides de nouveaux enseignements. Ils y sont dès lors inévitablement influencés par les valeurs intégrées par l'école. Toutefois, leur apporter de nouvelles idées et leur permettre de les intégrer requiert plusieurs conditions.

Premièrement, l'enseignant doit lui-même croire au bien-fondé du changement. En effet, un instituteur qui n'est pas convaincu par une idée ne parviendra pas à la transmettre aux enfants ; encore moins à la leur faire vivre de manière concrète.

Toutefois, même s'il croit aux idées innovatrices qu'il souhaite diffuser, l'instituteur ne parviendra à ses fins que s'il bénéficie du soutien de l'équipe éducative. Si tel n'est pas le cas, des tensions entre « pro- et anti- » changement culturel peuvent apparaître au sein du corps enseignant. Il est pourtant crucial que les élèves reçoivent un message cohérent de la part de toute l'équipe éducative, tant en classe qu'à la cantine ou lors de la récréation. Le changement culturel ne pourra en outre être intégré par les enfants que s'il est vécu quotidiennement et ce, tout au long de leur cursus scolaire. De cette manière, le projet devient la réalité de l'école et les enfants se sentent impliqués. Il est donc primordial que les idées novatrices soient discutées et partagées par toute l'équipe éducative.

Deuxièmement, les parents doivent participer de manière active et/ou implicite au projet de changement mis en place par l'enseignant. Les enfants sont de véritables « éponges » : ils enregistrent et répètent ce qu'ils voient et entendent. Dès lors, les parents, par leurs remarques verbales mais également par leur comportement en dehors de l'école, influencent de manière conséquente le processus d'apprentissage des élèves. Un seul parent non convaincu est suffisant pour nuire à ce qui aurait été mis en place par l'enseignant. L'enseignement et l'éducation parentale sont complémentaires et dépendent l'un de l'autre pour impulser de réels changements dans la société grâce aux enfants.

Pour que les parents puissent participer pleinement au projet de l'école et de ses enseignants, il est indispensable qu'ils prennent le temps de choisir l'école de leurs enfants et qu'ils se renseignent sur les

valeurs défendues par l'établissement. Il est primordial qu'ils assurent une cohérence entre leurs convictions culturelles et les priorités de l'école. D'un autre côté, l'école doit assumer pleinement son projet et ne pas hésiter à entamer un dialogue avec les parents.

Troisièmement, les enfants doivent comprendre l'enjeu du projet et avoir la possibilité de mettre les idées enseignées en pratique, que ce soit à l'école ou en dehors. Ces deux aspects des choses sont intimement liées et indispensables pour que l'enfant puisse s'approprier le message transmis. Dans cette perspective, les techniques d'enseignement favorisant la curiosité et l'esprit critique des élèves peuvent s'avérer cruciales pour faciliter l'implication des élèves. Les activités de découverte du monde extérieur à l'école jouent également un rôle important, d'autant plus si elles sont exploitées par après en classe pour susciter les réactions des élèves.

De manière générale, les trois conditions présentées ci-dessous ne peuvent se réaliser que si des moyens suffisants sont mis à la disposition des enseignants et de leurs élèves. Difficile de mener un projet à bien sans faire appel à des personnes ressources et à du matériel didactique adapté à l'âge des enfants. Toutes ces initiatives ont un coût. Or, les aides financières et matérielles des écoles sont peu nombreuses. En outre, peu d'initiatives culturelles sont gratuites. C'est donc aux enseignants à faire preuve d'originalité, à bricoler et à trouver les alternatives peu coûteuses mais pourtant intéressantes. Cela demande du temps et de l'énergie durant et en dehors des heures scolaires. Une reconnaissance de cet investissement est cruciale pour que l'enseignement puisse encore continuer à jouer un rôle de vecteur de changement.

En conclusion, même si la classe et l'école en général représentent des lieux où proposer une idée innovatrice est le plus aisé, cela n'est possible que si certaines conditions sont remplies : la cohésion des enseignants autour d'un même projet, l'adhésion des parents, l'implication des enfants et des moyens financiers extérieurs. Ainsi, si l'école représente un endroit de prédilection pour instaurer un changement, nombreux sont les acteurs directs et indirects qui participent de près ou de loin à la réussite du projet.

Une institutrice anonyme

En guise de conclusion : pour une éducation lente

Quand j'étais enfant, les photocopies étaient encore rares. Notre instituteur écrivait la leçon au tableau et nous l'écrivions, à vitesse de main d'enfant. Les jours passaient à leur rythme et les leçons se suivaient : lundi calcul écrit et système métrique, mardi grammaire et conjugaison... Il restait du temps pour d'autres activités : bricolage, dessin, musique. J'ai même appris à broder, tricoter et recoudre un bouton. Quand il faisait très beau, il y avait toujours du temps pour prolonger la récréation. Et quand il neigeait, c'est la classe entière qui faisait un bonhomme de neige. Nous avons des devoirs, certes. Mais étudier une leçon écrite à vitesse de main d'enfant ne prenait guère plus d'1/4h (d'autant que nous l'avions copiée en classe). Dix exercices à recopier, 15 calculs écrits... la charge de travail n'était pas bien grande. Nous faisons le potager avec le concierge, et au printemps, nous allons voir tondre les moutons. Nous avons visité la poste du village, élevé des têtards dans la classe, imprimé un petit journal, réalisé une bande dessinée expliquant la guerre 40-45 pour l'offrir aux anciens combattants. Mon grand-père est venu raconter son expérience de prisonnier de guerre, et nous avons même vu notre instituteur nous apprendre à crocheter une serrure quand il avait oublié sa clef !

Je ne parle pourtant pas de la préhistoire : je n'ai que 32 ans. Je ne parle pas non plus d'une école à pédagogie particulière mais d'une simple petite école communale. Maintenant, je donne des cours de soutien scolaire gratuits. Je vois arriver les enfants chez moi avec de gros classeurs remplis de photocopies. Ils sont assis 8h par jour : en 4^e primaire, il n'y a plus le moindre temps pour faire du bricolage. Les devoirs sont énormes : quatre pages photocopiées à connaître, sans en avoir écrit l'essentiel à connaître. Des centaines d'exercices... mais qu'on ne copie plus : on se contente d'ajouter la terminaison des verbes et d'écrire la réponse aux calculs... on n'écrit même plus la marche à suivre de l'exercice, elle reste comme inutile sur la feuille de brouillon. Tout s'est formalisé : ce n'est plus un grand-père qui vient raconter la guerre, c'est une « personne ressource ». Il n'y a plus de balades à vélo, il y a « journée d'apprentissage du

code de la route », avec permis à passer à l'appui ! Les examens sont sources de stress intense. Beaucoup de parents sont demandeurs de cela : il y a tant à apprendre, il faut qu'ils assimilent tout, le monde est si complexe. Et puis il y a les nouvelles technologies, il faut aussi que ces chers bambins soient prêts pour l'université. Nous revoilà, dès l'enfance, dans la course au toujours plus... qui se solde par toujours moins. Si certains pédagogues affirment tambour battant que les élèves en savent de plus en plus, force est de constater que la maîtrise de la langue et des mathématiques est de plus en plus réduite... au point qu'il m'arrive de faire étudier des tables de multiplications à des adolescents. On me rétorquera que ce tableau n'est pas vrai partout, et que les instituteurs font bien leur travail. C'est le cas : ils pratiquent parfaitement bien ce qui leur a été enseigné en matière de pédagogie. Et quand bien même ils voudraient procéder autrement, ils seraient coincés entre l'inspection et les parents, entre les programmes et les sacro-saintes nouvelles technologies. D'ailleurs, les parents en ajoutent souvent une couche quand les enfants rentrent : je connais une petite fille qui a dansé le lundi, natation le mardi, solfège le mercredi et piano le vendredi. Le week-end, elle va dans un mouvement de jeunesse. Est-ce vraiment humain ?

J'ai enseigné dans une école professionnelle. Là, les élèves ont une peur panique d'écrire. Les phrases sont incompréhensibles, les mots ne sont pas séparés aux bons endroits. On ne parle même pas de fautes d'orthographe mais d'écriture phonétique ! Une leçon écrite au tableau, et « mais madame, on ne va quand même pas écrire ça ??? » Inutile d'ailleurs de demander de prendre note au vol ! Par contre, les nouvelles technologies sont maîtrisées : un peu trop peut-être ? quand des élèves passent la nuit sur leur ordinateur à jouer en réseau.

La photocopieuse a tué l'enseignement. En reproduisant tout à l'infini, elle permet de piocher « le meilleur » d'un tas de livre ou d'Internet. Elle permet une rentabilité que ne permet pas une main d'enfant. Elle permet de fournir un dossier de 5 pages recto-verso sur les abeilles en quelques minutes. Elle permet que l'enfant, lorsqu'il fait ses devoirs, ne doive plus recopier la phrase mais se concentrer sur la terminaison des verbes. Avec l'imprimante, elle

permet de copier-coller son élocution sur les animaux en 3^e primaire. Accessoirement, elle permet aux professeurs de se rencontrer lorsqu'ils font la file pour la faire fonctionner lors de leurs heures de fourche : avec la machine à café, elle est certainement l'un des lieux de socialisation les plus intenses. Accessoirement toujours, elle doit avoir contribué à la destruction de plusieurs forêts. Et pourtant... Une pile de photocopies de livres différents, ça n'a pas forcément de fil conducteur. Les photocopies, ça s'envole, ça se perd, ça se retrouve chiffonné dans le fond d'un cartable. Une photocopie, c'est à usage unique : on ne transmet pas une photocopie. Les 5 pages recto-verso ne seront pas correctement assimilées. Et recopier une phrase complète, ça a du sens. Cela permet de voir où sont le sujet et le COD quand on veut trouver la terminaison du verbe. Un livre, ça se transmettait. On pouvait aussi tourner quelques pages, pour voir ce qu'il y avait après. Dans un cahier, le fil conducteur était assuré.

Ce ne sont pas les pédagogies nouvelles (qui ont d'ailleurs presque 100ans, c'est très vieux pour des pédagogies nouvelles) qui ont tué l'enseignement. Ce n'est pas mai 68. C'est la volonté de rendre l'école rentable. De vouloir considérer les enfants et adolescents comme une pâte molle à former pour devenir des gagnants aux têtes bien pleines. Des gens remplis de compétences, n'est-ce pas ?

Voici quelques pistes de solution :

Premièrement, je n'ai absolument pas peur pour la connaissance des nouvelles technologies. Les publicitaires s'en chargent très bien. Par contre, j'ai très peur pour la maîtrise correcte de l'écriture manuscrite cursive. Je constate déjà avec mes enfants, pourtant encore en maternelle, combien on estime secondaire, à présent, de bien tenir son crayon et de faire de « belles boucles ». Il faut pourtant en passer par là pour écrire correctement et lisiblement !

Deuxièmement, pour faire ces « belles boucles », il faut du... temps. Il faut tout faire à vitesse de main d'enfants. Il faut oublier les gros classeurs remplis de photocopies, qui attestent que les enfants ont « beaucoup vu ». Il faut en revenir au format cahier, plus petit, moins lourd dans le cartable, moins imposant, mais tout ce qui s'y trouve est retenu, compris et assimilé. L'éducation populaire passe par

là : revenir à l'essentiel, l'apprendre vraiment, et se débarrasser des photocopies superflues.

Troisièmement, prendre le temps, c'est aussi prendre le temps de vivre. Le temps d'un enfant et d'un adolescent ne doit pas être toujours rentable. C'est très triste si on sait que la neige est de l'eau gelée, mais qu'on ne connaît pas sa texture, sa froideur, qu'on ne l'a jamais mise en boule, qu'on n'a jamais essayé d'avaler un flocon et... qu'on n'en a jamais reçu dans le cou.

Pour conclure, je vous dirai que moi aussi, j'ai été tentée par l'efficacité et le bourrage de crâne. Je voulais faire un article historique, expliquer en quelques paragraphes Illich, Bourdieu, Condorcet, les pédagogies nouvelles et l'école mutuelle. L'historienne que je suis trouve tout ça très intéressant. Mais j'ai préféré me concentrer sur l'essentiel : en éducation, comme pour le reste, il faut ralentir. Beaucoup d'enseignant parlent du fait que, de plus en plus jeunes, les enfants licencient véritablement les adultes et ne les écoutent plus. Je pense personnellement que c'est faute de temps. Un message publicitaire sera malheureusement plus efficace qu'un message transmis en classe, sauf si l'on prend le temps de la relation. Scolarisés ou instruits à la maison, un enfant apprendra à devenir un citoyen respectueux de la planète et de ses semblables si tout petit on l'a accompagné à vitesse de pas de bébé, à vitesse de main d'enfant en respectant son rythme. Peut-être même qu'adolescent, il préférera rêver que de jouer en réseau.

Marie-Eve Lapy-Tries

Actions

Le mpOC soutient l'action : Hollande, Ayrault, Notre-Dame-Des-Landes sera votre Larzac

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, destiné à remplacer en 2017 l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, a été validé par l'État et les collectivités locales socialistes. Celui-ci est devenu le symbole des Grands Projets Inutiles Imposés (GPII).

8 mai 2012 un accord avait lieu entre une délégation du parti socialiste de Loire-Atlantique et des paysans alors en grève de la faim, qui s'opposaient aux expropriations et expulsions des terres de Notre-Dame-des-Landes. Un moratoire stoppait alors toute expulsion et suspendait les travaux. L'engagement était pris qu'ils pourraient rester dans leurs fermes jusqu'à la fin des derniers recours concernant les procédures engagées.

16 octobre 2012 : les occupant-e-s de la ZAD (Zone A Défendre), et des soutiens extérieurs, résistent aux expulsions et tentent de réoccuper les lieux vidés de leurs habitant-e-s. Les forces militaires en présence sont d'une ampleur sans précédent et lancent chaque jour des opérations de grande envergure afin de les en empêcher. Le silence des médias restent assourdissant.

L'abus de la violence légitimé par le gouvernement est inquiétant. Les protestataires sont inondés de gaz lacrymogène, les interpellations se font à tour de bras, comme si agir manu militari était l'unique alternative de notre société dite démocratique.

Au-delà du soutien physique, moral, politique que le Parti Pour La Décroissance apporte à cette résistance légitime, pour la préservation d'un vaste territoire de bocage unique et de terres agricoles, se perpétue la question de la légitimité de ces trop nombreux grands projets inutiles imposés et nuisibles (LGV, autoroutes, EPR, Laser Mégajoule...).

Dominique Fresneau, président de l'Acipa, principale association d'opposants le rappelle si bien : "Nous comptons en France déjà 145 aéroports (contre 47 en Allemagne, 37 en Angleterre)" ...sommes-nous à ce point obstinés à dilapider l'argent public dans la poursuite de tous ces projets pharaoniques sur la pure spéculation de besoins futurs ?

En fait, il est fort vraisemblable que l'aérien commercial tel que nous le connaissons ait disparu bien avant que cet aéroport soit terminé. L'enjeu aujourd'hui n'est plus de gaspiller toujours plus de pétrole mais bien de nourrir la planète !

Présentés comme le progrès en marche, alors même que de nombreux experts contestent leur viabilité économique et leur utilité réelle, ces projets ne reflètent que l'organisation d'une société souhaitée

par une petite minorité. En prônant une pleine jouissance des ressources planétaires, par le pillage, la destruction des écosystèmes, de la terre nourricière, le capitalisme nous bouscule vers des logiques imposées de « maldéveloppement ». Non, « plus » n'est pas forcément mieux, encore moins lorsqu'il est sans rapport avec les besoins réels de la population. Les intérêts économiques en jeu derrière tous ces grands projets mégalomaniques, posent de véritables questions : pour quoi ? et pour qui ? Nombreux sont ceux qui sous-estiment leur dangerosité, dénonçant simplement les nombreux artifices d'une législation de plus en plus contraignante, destinée à offrir de vaines garanties écologiques et incitant au greenwashing.

Il existe plusieurs manières d'aménager nos territoires ou de penser nos organisations collectives. Par l'expérimentation concrète, de nombreux collectifs deviennent force de proposition. De véritables contre-exemples prennent vie tout en répondant à la satisfaction des besoins sociaux. Plaçons-nous du côté du bon usage, de la frugalité, de la gratuité (des transports publics, de l'eau...), osons des actes de désobéissance qui interrogent nos concitoyens, allons jusqu'au bout de la critique par l'invention de nouvelles pratiques (jardins partagés, AMAP, slow food, accueil-paysan...) à opposer à chaque nouveau GII qui se présente près de chez nous ! Montrons combien l'argent gaspillé pourrait permettre d'élargir le champ des possibles quant « au mieux vivre », pour chacun d'entre nous.

Des petits projets utiles au lieu des grands projets inutiles.

D'autres solutions sont possibles, soyons créatifs et construisons une alternative à ces projets mégalomanes et initiions une transition vers de nouveaux modèles de sociétés soutenables et souhaitables.

Dès maintenant, nous appelons l'ensemble des mouvements qui s'opposent au projet destructeur de Notre Dame des Landes, ainsi que les objecteurs de croissance qui le peuvent, à créer partout des collectifs de soutien à la lutte des paysans et habitants de NDDL.

Enfin, il y a cette lettre contre les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII) que vous pouvez envoyer au président de la république. Plus de détails ici.

Parti Pour La Décroissance (France)

<http://www.partipourladecroissance.net/wp-content/uploads/2008/12/logo-ppld.gif>

contact@ml.partipourladecroissance.net

<http://www.partipourladecroissance.net/c> !

Le mpOC encourage ses membres et sympathisants à soutenir l'action comme ils le peuvent, éventuellement en se rendant sur place.

Noël Autrement à Louvain-la-Neuve

Ce 15 décembre a eu lieu le désormais traditionnel Noël autrement à Louvain-la-Neuve. Gaufres cuites sur place, soupe, vin chaud et spéculoos ont été offerts aux personnes qui se sont jointes à nous. Noël autrement, c'est d'abord un grand don : chacun a pu donner un objet en expliquant son histoire et/ou recevoir un objet avec son passé, mais aussi bricoler des décorations de Noël, fabriquer des cartes de vœux et s'inspirer de multiples idées permettant de sortir du consumérisme ambiant.

Noël autrement à Namur

Le samedi 22 décembre 2012 de 12h00 à 17h00, aura lieu Place d'Armes à Namur, une action citoyenne de sensibilisation au gaspillage et à la marchandisation de la fête de Noël.

Cette action solidaire, conviviale et festive est à l'initiative des **Indignés de Namur** dans le cadre de la Dégustation de Bon Sens, du collectif «**Un petit café au Grand Cœur**», du **Groupe Local de Namur du Mouvement politique des objecteurs de croissance**, et en liaison avec **PAC-Namur** et la campagne «**Les invendus pas perdus**».

Au menu :

- Distribution de Soupe populaire et barbecue avec les invendus du marché par des indignés de Namur

- Distribution de café, thé, chocolat et viennoiseries par le collectif «Un petit café au Grand Cœur»
- Donnerie de vêtements chauds, couvertures...
- Sapin et décorations de Noël Autrement, confectionnés avec du matériel de récupération
- Animation musicale par Domi chant' Renaud

Face à l'explosion de la précarité, de la misère et de l'indigence, nous préférons la solidarité, l'écoute et la mobilisation citoyenne à l'assistantat institué qui, tout utile qu'il soit, est un pis aller qui confine à l'aumône et nous décharge de notre devoir de citoyen responsable.

Face au gaspillage, à la marchandisation de toute activité, à l'obsession de croissance, nous préférons la récupération, le partage, le don, la réutilisation et la réparation.

Face au repli sur soi et à la culpabilisation des laissés pour compte, nous ne pouvons rester indifférents dans une société qui se prétend riche et civilisée et nous appelons les citoyens à se mêler de ce qui les regarde.

Face au sentiment d'impuissance généralisé, nous affirmons que la chose publique est l'affaire de tous et non de quelques politiciens, technocrates, «économistes» ou «experts» autoproclamés et vivants en milieux clos. Une démocratie n'est effective que pour autant qu'elle soit vivante et que les tous citoyens y participent effectivement.

Contacts : Jean-Christophe Godart : gsm : 0470/20.91.15 — Noëlle Dauby : gsm : 0479/46.92.44 — Philippe Petit

Le problème de la dette des Etats

Jean-Christophe Godart s'occupe actuellement de documenter le problème de la dette et de l'analyser afin de voir quelles actions seraient les plus adéquates. Les personnes intéressées à travailler avec lui peuvent le contacter via l'adresse du journal escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Actualité

Nous félicitons Bernard Legros et Jean Cornil pour la parution de leur livre *La pertinence de l'Escargot* aux éditions Sang de la Terre. En voici la 4^e de couverture :

« De nombreux ouvrages théoriques traitant de la décroissance ont été publiés ces dernières années. Celui-ci prend un parti différent et original : relater au travers de témoignages vivants et personnels le parcours de deux citoyens, le cheminement existentiel qui les a menés l'un et l'autre à se sentir objecteurs de croissance dans un monde globalisé en péril et dans un siècle qui sera déterminant pour l'avenir de l'humanité et de la biosphère. Ils livrent leurs impressions et analyses sur quelques thèmes fondamentaux : à quelles évolutions et involutions nous attendre dans les prochaines décennies ? Quelle(s) philosophie(s) pour notre temps ? Que faire de l'individualisme ? Comment repenser notre rapport au temps ? Comment refonder une politique réellement démocratique, ect.

La décroissance n'est pas qu'une idée, c'est aussi et surtout une manière d'envisager notre avenir pour donner de l'espoir aux générations futures. »

On ne dit pas...

Chaque mois, je vous présenterai dans cette rubrique un mot provenant de la novlangue actuelle en expliquant pourquoi ce mot est dangereux à utiliser et par quoi le remplacer. Le linguiste Marcuse disait en 1968 qu'on vivait la dernière critique efficace du système. Il pensait qu'il n'y aurait plus de critique efficace par la suite à cause de la manipulation linguistique.

Ne dites pas « milieu social défavorisée » mais bien « classe sociale exploitée ». Un exploité, c'est quelqu'un qui subit une injustice de la part d'un exploitateur. Cet exploitateur doit être dénoncé. On nomme un processus, l'exploitation, et on peut souhaiter voir ce processus s'arrêter. Une personne défavorisée n'a pas eu de chance... et on ne peut rien y faire. Un milieu social décrit l'endroit où vous vivez, une sorte de « bain social informe ». Une classe

sociale, par contre, indique une solidarité entre les membres, dont le destin est lié.

Source :

http://www.dailymotion.com/video/xt8i32_atelier-scop-le-pave-franck-lepage-la-manipulation-des-mots_webcam#.UMz1f6zJDOM

Agenda

En gras, les activités organisées par le mouvement. Nous ne pouvons mettre à l'agenda que les activités dont nous avons connaissance : contactez-nous ! escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

- **15 décembre de 10h à 18h** : Noël autrement à la maison du développement durable, agora 2 1348 LLN
- 18 décembre : actu & attac : la desindustrialisation avec Henri Houben, chercheur au Gresea
Tous les 3ièmes mardis du mois, rencontre-débat sur un sujet d'actualité à l'Horloge du Sud, 140 rue du Trône, 1050 Ixelles à 20:00 <http://www.attac-bxl2.com/agenda.php>
- 21 décembre à 19h : soirée de soutien aux faucheurs OGM, organisée par les Amis de la Terre : Centre Liégeois du Beau-Mur, Rue du Beau-Mur, 48 - 4000 Liège. http://www.amisdelaterre.be/spip.php?page=activite&id_article=1630
- **22 décembre** : Noël autrement à Namur
- Mardi 15 janvier 2013, à Termonde. Rassemblement à 8 heures devant le tribunal de Termonde pour le procès des patates, suite à [l'arrachage de pommes de terre OGM à Wetteren](#) du 29 mai 2011.
- **20 janvier 2013**, 14 heures Projection et exposé sur le pic du pétrole et la déplétion des ressources non renouvelables. Le baril de pétrole à 300 \$ demain ? Pétrole et gaz de schiste : alternative, mirage ou suicide ? À l'An Vert asbl (ateliers d'art et d'essais), rue Mathieu Polain 4, 4020 Liège (lanvert.be) à 14h. Entrée libre.
- 24 janvier à 19h30 : projection du film « Plastic planet » et débat (GRAPPE) :

<http://grappebelgique.be/spip.php?page=agenda>

Le Printemps de la décroissance

La version 2012 du Printemps de la décroissance avait remporté un franc succès. Les associations participantes avaient dès lors souhaité rééditer l'action en 2013. Comme l'an dernier, le mpOC assurera la coordination du printemps de la décroissance, avec pour coordinatrices principales Michèle Gilkinet et Marie-Eve Lapy-Tries.

Le mpOC souhaiterait organiser quatre événements lors de ce printemps : une soirée d'ouverture avec conférence de presse sur le thème de la dette des Etats, une soirée « Europe », une soirée sur la nécessité d'un nouveau pacte social et enfin, une foire aux savoirs et savoir-faire.

Nous ne pouvons pas organiser ce printemps de la décroissance sans les associations qui se reconnaissent sous ce terme et que nous appelons dès maintenant à prendre contact avec nous. Nous ne pouvons pas non plus organiser le printemps de la décroissance sans l'aide de nos membres et groupes locaux et de nos sympathisants. Envie de participer ? Contactez-nous à l'adresse printempsdeladecroissance@objecteursdecroissance.be

Le mois prochain

Un dossier

Féminisme et décroissance : quand on parle de décroissance, on parle de retour à une certaine autonomie domestique. Or, quand il faut faire les

conserves, utiliser les couches lavables, jardiner et faire soi-même la popote du petit dernier, il faut que quelqu'un fasse le ménage. Ce quelqu'un est souvent une femme... Faut-il jeter le féminisme avec le bébé et l'eau du bain ? Faisons le point.

Et bien d'autres choses encore !

Vous retrouverez dans l'Escargot déchaîné du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers !**

Rédaction et contacts

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Rédaction :

- Le GL d'Ottignies-LLN
- Le GL de Namur
- Le GL VaVea
- Le GL de Liège
- Jean-Christophe Godart (membre)
- Michèle Gilkinet (membre)
- Bernard Legros (secrétaire général)
- Mireille Tries-Bauchau (non-membre)
- Alexandrine
- Des réacteurs souhaitant garder l'anonymat

Contacter le mouvement

- Rédaction de l'Escargot déchaîné : escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole : presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du mouvement en dehors des AG) : info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be
- Pôle politique (équipe qui rédige les programmes politiques) :

info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
[e](mailto:info.pole.politique@objecteursdecroissance.be)

- GL de Bruxelles :
info.gl.bruxelles@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur :
info.gl.namur@objecteursdecroissance.be
- GL d'Ottignies-LLN :
info.gl.lln@objecteursdecroissance.be
- GL VaVea (Vallée de la Vesdre et affluents) :
info.gl.vavea@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège :
info.gl.liege@objecteursdecroissance.be

Editeur responsable

Jean-Pierre Wilmotte, 8 rue du Rondia, 1348 Louvain-la-Neuve

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Nous appelons nos membres à renouveler leur cotisation pour 2013 !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à faire parvenir au secrétariat général, rue du rondia, 8, 1348 Louvain-la-Neuve ou info@objecteursdecroissance.be

Je soussigné-e

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....
.....

Code postal:.....

Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28. Le montant de la cotisation est de 30€ et de 12€ pour les personnes à faible revenu - en cas de difficulté de paiement, contactez le trésorier: argentier@objecteursdecroissance.be

DATE:.....

SIGNATURE :

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.